

Recherche
Découverte
d'un gène-
clé de la
longévité
p 27

la seyne - sanary

Var-matin

0,85 € - Italie : 1,20 € - N° 21587

www.varmatin.fr

jeudi 3 mai 2007 **nice-matin**

Sarkozy-Royal : tout est dit !



LE BILLET DE
Philippe Bouvard



Gâte-sauces

■ Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy ont défendu leur programme hier soir lors du débat suivi par des millions de Français. Un face-à-face vif mais courtois à quatre jours du second tour de la présidentielle **LIRE PAGES 2, 3, 19, 20 ET 21**

(Photo AFP)

« Des propos clairs »

Du côté de Nicolas Sarkozy on a entendu des propos clairs, de l'autre un discours préparé d'avance. De toute façon, mon choix était déjà fait. Je ne changerai pas d'avis

Ruben Tamayo, commerçant (S'-Tropez)



(Photo S. L.)

« Discours éparpillés »

Avec le temps de parole imposé, cela donnait l'impression de discours éparpillés. Je n'ai pas changé d'avis. J'avais fait mon choix lors d'une précédente émission.

Sandra Bétreau, employée de banque (Toulon)



(Photo P. BL.)

« Lui va agir »

Elle dit qu'elle va consulter alors que lui va agir. Mon candidat du 1^{er} tour a dit qu'il fallait s'abstenir mais j'irais voter Sarkozy, d'autant qu'il dit qu'il faut travailler plus. Il a raison.

Frédéric de Decker, antiquaire (Draguignan)



(Photo P. G.)

Les Varois au cœur du duel

Un duel, deux heures pour convaincre et une mi-temps pour se faire une idée. Même si les joutes présidentielles ne sont pas terminées à l'heure où nous écrivons ces lignes, Var-matin ne pouvait être absent de cet événement cathodique suivi par près de 450 000 Varois. Pendant une heure, votre quotidien a donc décidé de se mêler aux rassemblements télévisuels organisés par les militants de l'UMP, du PS et d'aller dans les foyers, à la rencontre de ses lecteurs-télespectateurs. De donner la parole aux indécis, aux abstentionnistes, aux convaincus, aux opposants, aux indifférents, aux inconditionnels ou encore aux apparatchiks. Var-matin a voulu vous restituer l'ambiance qui régnait devant le petit écran et vous livrer les réactions que le grand débat, dès 22 heures, a suscitées.

RÉACTIONS

• Yves Lacire (porte-parole de la LCR) : « Le but est bien de battre Sarkozy »

On s'attendait à ce débat dans le moule institutionnel. Royal reste dans ce cadre-là, sans formuler de proposition alternative. Et Sarkozy, dans son discours ultra-libéral en nous disant de travailler plus. Pas question pour lui d'augmenter le SMIC. Le but est bien de battre Sarkozy, après on verra. Quand on voit qu'un homme prend six mois ferme pour un ticket de métro... qu'est-ce qui va nous tomber dessus si Sarko est élu ?

• Jean-Louis Bouguereau (FN) : « Pas à la hauteur de la France »

M. Sarkozy me semble en difficulté et sur la défensive ; je regarde ce débat d'un œil neutre, car je m'abstiendrai dimanche. Il me semble que la fonction présidentielle de la France est ramenée à un niveau qui n'est pas le sien avec

ce débat. Celui de 2002 dont nous avons été privés aurait été plus captivant.

• François Cornilleau (MPF) : « L'urgence est de faire barrage à la gauche »

Ségolène Royal incarne toujours une gauche fidèle à elle-même, rigide, dangereuse, irréaliste proposant un assistanat généralisé. Sarkozy est plus proche de nos idées, même si j'aurais souhaité qu'il aille plus loin, notamment sur l'Europe. L'urgence est de faire barrage à la gauche.

• Jean Hennion (PC) : « Dans la surenchère des chiffres »

La première partie de la campagne a été très loin des choses concrètes et précises et là, c'est l'excès inverse. On est dans la surenchère des chiffres, des détails. Alors que le vrai problème est : quel est la conception de fond ? Chacun joue à celui qui connaît le mieux ses dossiers. Sarkozy essaye d'enfermer Royal dans ce débat de super technicien, en faisant oublier les options principales pour la société, comme la solidarité.



D'une télé à l'autre, les troupes toulonnaises de l'UMP ont apprécié la prestation de leur candidat. (Photo P. Blanchard)

avec l'ump : « Nicolas est plus concret, il a pris de la hauteur »

Et hop, ni une, ni deux, on déménage : ce n'est pas une télé capricieuse qui va priver Hubert Falco et son équipe du débat de l'année. 21 h 15, les militants réunis d'abord à la permanence toute neuve de la députée Geneviève Levy, bientôt rejoints par le député Philippe Vitel, trouvent refuge dans le bar voisin, place de la Liberté. « L'Oasis », le bien-nommé, possède une télé grand écran qui fonctionne. Mais qu'importent les aléas techniques : le moral est au beau fixe chez les troupes toulonnaises de l'UMP. Le début de la rencontre a déjà rassuré tout le monde : Ségolène est jugée figée et tendue, Nicolas calme et déterminé. « Elle a essayé de le faire sortir du contexte présidentiel pour lui jeter à la figure son bilan de ministre », analyse Hubert Falco. « Il la renvoie dans ses cordes. Il est bon. » commente-t-on à

côté. « Pour le moment, c'est Ségolène Royal qui se montre agressive, remarque, tranquille, Hubert Falco. Elle le cherche. J'ai été élu en 1988 en même temps qu'elle et Nicolas : elle a toujours été comme ça, assez dure. C'est une femme de caractère... » 21 h 30, les 35 heures occupent le devant de la scène. « Voilà, elle est entrée dans le débat. Ce sont maintenant deux projets qui s'affrontent. Elle défend bien le sien. »

« C'est elle qui est sectaire »

Dans le public, on trouve que Nicolas Sarkozy est bien plus précis que son adversaire. « Elle répond mal aux questions des Français » remarque Geneviève Levy. « Parce qu'on n'est pas de gauche, on ne comprendrait rien à l'emploi ? » ironise à l'écran Sarkozy.

« Voilà, il démontre que c'est elle qui est sectaire. Elle n'arrive pas à accréditer la thèse d'un Nicolas Sarkozy diabolisé. » « Les 35 h, ça correspond à un progrès social ! », assène la candidate de la gauche. Huées dans la salle. « Les gens qui veulent travailler plus, il faut les laisser faire » résume Hubert Falco. 21 h 50 : on en revient toujours aux 35 h. « Ça devient longuet. Et ça perd un peu d'intérêt. Ségolène donne l'impression de réciter. Il faut bien reconnaître que Nicolas est plus concret. » 22 h : l'attention remonte d'un cran dans la salle, unanime. Le candidat de la droite ne déçoit pas les siens : « Il prend de la hauteur. Elle ne l'a pas déstabilisé. » « Je ne suis pas bien objectif, reconnaît le sénateur-maire de Toulon mais Nicolas Sarkozy incarne bien la France telle que je la conçois. » M. M.

« Plus proche des gens »

Elle est plus précise. On sent qu'elle connaît mieux le terrain et le quotidien des gens, elle en est plus proche lorsqu'elle parle emploi, syndicats, entreprise, famille.

Colette Cottaz, retraitée (Hyères)



(Photo D. F.)

« Elle peut le faire »

Sarkozy n'a pas l'air sûr de lui. Je ne suis pas socialiste mais je ferais plus confiance à Ségolène si elle a un bon gouvernement. Elle doit responsabiliser les Français. Elle peut le faire.

Sandrine Féraud, employée (Fréjus)



(Photo Ph. A.)

« Assez courtois »

Mon choix était fait depuis longtemps mais le débat est de bonne qualité et assez courtois. On a découvert une autre Ségolène ce soir.

Pierre Pépino, 57 ans, professeur (S'-Tropez)



« Ségo plus agressive »

J'ai trouvé Sarko un peu mou et Ségo plus agressive. Je ne suis pas d'accord avec lui sur les fonctionnaires et les pré-retraites. J'ai fait 20 ans de nuit!

Jean Culinati, retraité de l'industrie (Le Val)



(Photo C. L.)

« Une vraie compétition »

Sarkozy est plus calme, posé. Mme Royal attaque et se défend bien, parfois trop condescendante, la pugnacité est de son côté. Mon choix (différent du 1^{er} tour) est fait.

Freddy Taieb, commerçant (Saint-Raphaël)



(Photo P. L.)

« Elle fait jeu égal »

Deux projets de société s'affrontent en matière économique et sociale. Je constate qu'ils connaissent leurs dossiers. On le savait médiatique mais elle fait jeu égal.

Jean-Pierre Moulard, fonctionnaire (Sanary)



(Photo D. L.)

Sarkozy-Royal



Entièrement acquis à la cause de leur championne, les socialistes varois croient en la victoire dimanche.

(Photo Richard Barsotti)

avec le ps : « Ségolène est solide elle ne lâche rien »

Ce bar toulonnais n'est pas le stade Mayol voisin, mais il y flotte l'ambiance d'un soir de finale. Certes, les tribunes sont partagées en deux : match de football d'un côté de la pièce, débat présidentiel de l'autre. Mais sur les deux écrans, le même engouement populaire pour les duels, pour ces combats qui font ou défont les destins. Royal-Sarkozy : l'affiche présentée à gauche de la salle l'emporte au nombre de spectateurs. Elle a déplacé une trentaine de militants socialistes, convaincus que là, dans cette lucarne accrochée au-dessus du bar, se joue le point d'orgue d'une longue campagne et un choix de société.

Dès le coup d'envoi, entre fromage et dessert, on attend le premier argument de fond, la première escarmouche de forme. On remarque le tailleur noir et blanc de la candidate, « un gage de sérieux présidentiel » assure une militante.

Sur l'écran, Nicolas Sarkozy ouvre enfin le bal, dans un silence de cathédrale que troublent à peine quelques moues irritées et les premiers lazzi.

Puis c'est au tour de Ségolène Royal de prendre la parole, cette fois dans une ambiance mêlée d'espoir et de craintes. A 21h14, à la table socialiste, les doutes sont levés. « Ça y est, elle a pris le truc, elle est présidentielle » se réjouit Robert Alfonsi, patron de la fédération socialiste du Var. Tous attendent la première passe d'arme, un accroc qui révélerait « le vrai Sarkozy ».

Il arrive sur les finances publiques et un débat technique sur le redéploiement des crédits. « Vous ne pouvez pas faire cela » lance le candidat UMP. « Si vous ne le pouvez pas, pourquoi vouloir accéder aux responsabilités » rétorque la socialiste.

Face à l'écran, la petite troupe joyeuse lâche ses premiers applaudissements

et, aussitôt, guette la réaction de l'adversaire. « Ça y est, il s'énerve » jubile un militant.

« Elle est solide, elle ne lâche rien. Sarkozy est sur la défensive » croit deviner Robert Gaïa, secrétaire de la section de Toulon. « Hollande ne doit pas rigoler tous les soirs » ironise son voisin, louant la pugnacité de sa candidate. Le match est enfin lancé. Dès lors, chaque apparition de Nicolas Sarkozy soulève de la moquerie sur ses « airs de petit enfant ». Et toute nouvelle intervention de Ségolène Royal appelle la certitude d'un avantage.

A 22 heures, au terme du premier acte, les socialistes sont convaincus : « C'est une vraie présidente. Une sacrée démonstration ». Un SMS tombe sur les portables. Il vient de Jean-Pierre Mignard, avocat et proche de la candidate. Il a écrit : « Elle le torée ».

L. RENARD

« Pas de réponse »

Entre le « je sais tout » de Sarko et un discours confus de Ségo, je n'ai eu de vraie réponse ni de l'un, ni de l'autre. C'était une belle récréation!

Ahmed Chareuf, prestataire de service (Brignoles)



(Photo G. R.)

« Deux logiques »

La rencontre de deux logiques, celle du social et celle du fric à tout va. Dans l'une, il ne faut certes pas faire des jeunes des fainéants, mais dans l'autre, je ne me retrouve pas.

Jean-Claude Bonhomme, retraité (Draguignan)



(Photo C. C.)

MEETING

CE SOIR À LA FARLÈDE

Dernier meeting de l'UMP du Var avant le 2^e tour

La fédération UMP du Var

tiendra un dernier meeting, ce soir, à trois jours du deuxième tour. À l'invitation du sénateur-maire de Toulon, Hubert Falco, des députés Jean-Pierre Giran et Josette Pons, une réunion publique de soutien à Nicolas Sarkozy est organisée à La Farlède, salle des fêtes, à 18h30.

à l'udf : la stratégie du « ni, ni »

Pas facile de faire parler un centriste! Ségo ou Sarko, Sarko ou Ségo? Deux heures avant le grand débat, la question n'était pas tranchée au conseil départemental de l'UDF du Var, organisé hier à La Garde.

« Etre au centre, c'est être en équilibre. Moi, je n'ai pas de bible sur mon bureau : ni de droite, ni de gauche mais je dirai pour qui je voterai, à titre personnel, demain (aujourd'hui) ». Le président de l'UDF du Var, Ferdinand Bernhard, a décidé de rompre le silence, « car nous sommes sollicités de tout bord pour dire ce que nous allons faire ».

Autant répondre, alors. Sauf que son idée d'amener une urne pour permettre aux militants varois de voter « démocratiquement et s'ils le désirent » n'a pas eu un franc succès. « Voter, mais pourquoi? », s'est exclamée une militante UDF.

« Moi, je n'ai rien contre Royal. Mais rien non plus contre Sarkozy », a précisé Bruno Ravaz, délégué départemental et partisan du

« ni, ni » : « Dans le Var, 90 000 personnes se sont reconnues dans le vote Bayrou. Ne les décevons pas », a-t-il conclu.

« Notre ligne était contestataire pendant la campagne. Aujourd'hui, on nous racole. Ne cédon pas! », a enchaîné Arnaud, un jeune militant très déterminé. « Moi, je ne pense pas que je voterais Sarkozy. Concluez-en ce que vous voulez », ose alors Muriel Bovis, vice-présidente. Son avis est partagé par Dominique Lucchetti, trésorier, qui voit en Royal une « certaine ambition ». « Mais que je sache, nous étions au centre droit? Je voterais donc à droite dimanche! », objecte son voisin.

« Ce qui compte, ce n'est ni l'homme, ni la femme. C'est la politique menée », ajoute Bruno Ravaz avant que Ferdinand Bernhard ne confie : « Je ne suis pas définitivement fixé, mais en tout cas, le débat de ce soir (ndlr hier) a son importance ». A 22h15, sa religion semblait faite mais demeurait encore secrète.

F. DUMAS.



Les militants centristes étaient hier très partagés à La Garde.

(Photo Richard Barsotti)



Ségolène Royal
PS



Nicolas Sarkozy
UMP



- 500 000 emplois «tremplins jeunes»
- Consolidation des 35 heures, système étendu aux salariés des PME
- Création d'une sécurité sociale professionnelle
- Suppression du CNE

EMPLOI



- Augmentation des petites retraites de 5%
- Paiement au 1^{er} jour de chaque mois
- Réforme des régimes spéciaux

RETRAITE



- Augmenter les allocations logement pour les ménages modestes
- «Service public de la caution» pour faciliter les locations et rassurer les propriétaires
- Simplification des procédures d'expulsion pour les locataires de mauvaise foi
- Construction de 120 000 logements sociaux locatifs par an
- Extension du prêt à taux zéro

LOGEMENT



- Smic à 1 500 € brut le plus tôt possible
- Petites retraites et allocations handicapés augmentées de 5%
- Allocation de rentrée scolaire multipliée par 2
- Revenu de solidarité active augmentant d'un tiers le revenu des RMIstes ayant trouvé un travail
- Limitation à 25% du montant des dépenses de logement pour les ménages modestes



POUVOIR D'ACHAT

- Programme d'isolation dans l'habitat ancien
- Vice-Premier ministre de l'Écologie
- Création d'une éco-redevance
- Baisse de la TVA pour les éco-industries
- Arrêt des cultures OGM en plein champ

ENVIRONNEMENT



- Centres éducatifs renforcés avec encadrement militaire
- Suppression des peines de prison pour les mineurs
- Relance des Travaux d'intérêt général (TIG)
- Création d'une nouvelle police de quartier



SÉCURITÉ

- Visas permettant allers et retours pendant plusieurs années
- Retour de la règle des 10 ans comme critère de régularisation
- Régularisation conditionnée des sans-papiers

IMMIGRATION



- Gouvernement de la zone euro
- Référendum sur l'entrée de la Turquie et sur un traité institutionnel
- Dimension européenne de la défense



EUROPE

- Soutien scolaire gratuit pour tous les élèves
- 17 élèves maximum dans les CP et CE1 de ZEP
- Révision de la carte scolaire
- Scolarisation obligatoire dès 3 ans
- Service civique obligatoire
- Contraception gratuite pour les moins de 25 ans
- Création d'un «contrat première chance» pour les jeunes sortis du système scolaire sans qualification



ÉDUCATION

- Budget multiplié par 2
- Dépôt de plainte sur internet
- Recrutement de juges des enfants et d'éducateurs pour assurer des sanctions fermes et rapides
- Avocat dès la première heure de garde à vue



JUSTICE

- Renforcement de la recherche et de la prévention sur les maladies graves
- Carte «santé-jeunes» pour les 16-25 ans
- Création de dispensaires dans les zones rurales et en banlieue
- Suppression du forfait de 1 € par acte médical à la charge du patient et du forfait de 18 €
- Sanction contre les médecins refusant de soigner les bénéficiaires de la CMU

SANTÉ



- Stabilité des prélèvements obligatoires
- Suppression du bouclier fiscal
- Réforme de l'ISF en fonction de l'évolution du marché immobilier
- Augmentation de l'impôt sur le revenu pour les plus hautes tranches



IMPÔTS

- Aides publiques en priorité aux PME
- Modulation du taux d'imposition sur les sociétés en fonction de l'allocation des bénéfices
- Remboursement des aides de l'État en cas de délocalisation
- Aides de l'État conditionnées
- Remboursement pendant un an du salaire versé à un jeune non qualifié embauché dans une PME



FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- Introduction d'une dose de proportionnalité à l'Assemblée
- Non-cumul des mandats pour les parlementaires
- Suppression du vote bloqué et de l'article 49.3 de la Constitution
- Droit de vote aux étrangers en France depuis au moins 5 ans pour les élections locales
- Pas de remise en cause du droit de grève dans les transports et les services publics
- Création d'un pôle public de l'énergie (EDF-GDF)



INSTITUTIONS/ SERVICE PUBLIC

- Égalité des droits pour les couples homosexuels
- Généraliser les écoles des parents et les consultations de médiation familiale
- Loi cadre sur les violences conjugales

FAMILLE



- Hausse volontaire du temps de travail
- Négociations pour un contrat unique
- Impossibilité pour un chômeur de refuser plus de deux offres d'emplois successives
- Création d'une sécurité sociale professionnelle
- Allocation de recherche d'emploi pour les jeunes chômeurs

- Amélioration des retraites des femmes ayant cessé leur activité pour leurs enfants
- Possibilité de travailler en touchant sa retraite
- Suppression des régimes spéciaux
- Augmentation des petites retraites du privé

- Vendre 40 000 logements sociaux par an à leurs occupants
- Déduction des intérêts d'emprunt immobilier de l'impôt sur le revenu
- Suppression de la caution et du dépôt de garantie obligatoire pour les locataires
- Prêt à taux zéro pour les familles modestes locataires

- Stock-options étendues aux salariés
- Hausse des indemnités chômage pour les bas salaires
- Exonération d'impôts et de charges sur le revenu des heures supplémentaires
- Bouclier fiscal à 50% des revenus (en incluant la CSG et la CRDS)

- Ministère du Développement durable
- Crédits d'impôts pour les investissements écologiques
- TVA réduite pour les produits écologiques
- Maintien du nucléaire
- Redevance sur les camions étrangers pour favoriser le feroutage et le transport fluvial

- Les récidivistes âgés de 16 à 18 ans seront considérés comme majeurs
- Peines plancher pour les multi-récidivistes
- Rapprochement police-gendarmerie et fusion RG-DST

- Principe de l'«immigration choisie»
- Regroupement familial conditionné aux revenus et au logement
- Obligation d'apprendre à lire et écrire le français
- Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale

- Gouvernement économique de la zone Euro
- Refus de l'adhésion de la Turquie
- Mise en place d'un mini-traité pour rénover les institutions

- Classes de 15 élèves dans les ZEP
- Augmentation du budget de l'enseignement supérieur de 50%
- Service civique de 6 mois
- Allocation de formation (300 €)
- Doublement des places en IUT et licences professionnelles
- Lancement d'un plan Marshall de formation des jeunes issus de quartiers difficiles
- Allocation formation sous la forme d'un prêt à taux zéro pour les étudiants

- Placement sous tutelle des allocations familiales pour les parents de mineurs délinquants récidivistes
- Délinquants sexuels : obligation de soins pour obtenir une liberté conditionnelle

- Revalorisation des tarifs des médecins traitants
- Franchise sur les actes médicaux
- Remboursement à 50% pour les soins dentaires et optiques
- Création d'une 5^e branche de la Sécurité sociale pour les personnes âgées dépendantes

- Exonération des droits de succession pour 95% des Français
- ISF : exonération totale ou partielle de la résidence principale
- Défisicalisation des emplois à domicile
- Expérimentation d'une «TVA sociale» dans certains secteurs
- Baisse de la dette à 60% du PIB d'ici 2012

- Réforme de la taxe professionnelle
- Baisse de 5 points du taux de l'impôt sur les sociétés
- Modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction des investissements et des créations d'emplois

- Pas plus de 2 mandats pour le Président
- 15 ministres maximum
- Vote des étrangers aux élections locales
- Vote à bulletin secret après 8 jours de grève
- Service minimum dans les transports publics assuré par une loi dès le mois de juin
- Non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite
- Introduction du concept de performance dans la fonction publique
- Fusion ANPE-UNEDIC

- Allocations familiales dès le premier enfant
- Opposition au mariage homosexuel
- Possibilité de laisser les enfants au collège jusqu'à 18h

UNE JOURNÉE (PRESQUE) ORDINAIRE

• **8h52** : François Hollande, déclare que, si Ségolène Royal est élue, elle prendra un Premier ministre socialiste. Il souligne que le nom de l'ex-ministre de l'Economie Dominique Strauss-Kahn « fait partie des noms qu'elle a elle-même cités ».

• **9h21** : Nicolas Sarkozy déclare qu'il « ne dramatise pas l'enjeu du débat », mais qu'il s'agit d'« une journée de campagne comme les autres ».

• **11h07** : Vincent Peillon, porte-parole de Ségolène Royal, propose « l'ouverture d'un débat de fond qui débouche sur des assises de la gauche française » et parle de « refondation ».

• **11h38** : Deux sénateurs UDF, Valérie Létard (Nord) et Jean Arthuis (Mayenne), voteront pour Sarkozy.

• **12h05** : Marine Le Pen estime qu'une « grosse partie » des électeurs de Le Pen s'abstiendront au 2^e tour, conformément à la consigne du FN.

• **13h32** : François Rebsamen, directeur de campagne de Ségolène Royal, fait savoir que les représentants de celle-ci et ceux de Nicolas Sarkozy sont tombés d'accord sur l'architecture du débat.

• **14h06** : Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement, indique qu'un ultime Conseil des ministres se tiendra autour de Jacques Chirac le 9 mai.

• **14h08** : Le conseil politique du PS lance un « appel massif au vote », dimanche, « condition de la victoire ».

• **17h32** : Jacques Chirac fait ses adieux au personnel de l'Elysée, les assurant qu'au lendemain de l'élection de son successeur, ils auront « un rôle majeur à jouer, celui d'assurer la continuité de l'Etat ».

• **20h54** : Nicolas Sarkozy est arrivé le premier. Après avoir salué les deux animateurs, PPDA et Arlette Chabot, il s'est assis à sa place, devant une grande table, et a ajusté son fauteuil.

Observant qu'il était « descendu trop tôt », le candidat UMP s'est ensuite levé et est sorti du champ des caméras pour s'entretenir au téléphone. Ségolène Royal est arrivée deux minutes après lui et a aussitôt rejoint son fauteuil, qu'elle a réglé à son tour. De retour vers la table, Sarkozy s'est dirigé vers sa rivale pour la saluer. La candidate socialiste s'est alors levée, et ils ont échangé une brève poignée de main en souriant. Dans la foulée et sans un mot, ils ont repris leur place, l'un en face de l'autre, dans l'attente du début de la confrontation.

Le débat qui a Royal et Sarkozy dessinent chacun leur France

Les plus de vingt ans attendaient "Le Débat" avec la nostalgie des joutes d'un autre temps. D'homme à homme dans un affrontement de fortes personnalités. L'une de droite l'autre de gauche. Projet contre projet.

De l'eau a coulé sous les ponts de la Seine. L'ère du politiquement correct est entrée dans le débat politique. Fut-il – et surtout – un débat à 72 heures du second tour d'une élection présidentielle.

Sans doute aussi parce que, pour la première fois dans l'histoire des Républiques – toutes les Républiques françaises – un homme, courtois et se forçant à être d'un calme professoral, et une femme, pugnace, tenace, s'affrontaient.

Alors, ils se sont affrontés du regard. Elle creusant les omoplates pour se tenir bien droite. Lui se penchant en avant, comme quand on essaie de faire entendre raison à un enfant. Elle lui lâche : « Vous mélangez tout... Vous venez de dire une série d'erreurs, ça peut arriver, mais il faudra que vous révisiez votre sujet... » Il lui donne du « Madame » long comme le bras, reprend ses explications et réplique : « Permettez-moi de vous dire que je connais le



Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, finalistes de l'élection présidentielle, se sont brièvement serré la main avant leur débat. Photo AFP

dossier. » [sur le nucléaire et les réserves en uranium]. Ségolène Royal attaque. Durément. Et renvoie Nicolas Sarkozy au bilan du gouvernement, dont il fut l'un des ministres phares. Il attendra un quart d'heure, avant de la renvoyer à ses études socialistes. Il contre mollement. Question d'éducation. Question de choix. De stratégie. C'est

l'agressif qui est agressé. Elle lui balance le poids de la dette, la vie chère, l'insécurité sociale, les violences faites aux personnes... Il baisse presque la tête. « Oui, tout n'a pas été réussi (...) vous avez parfaitement raison... » Il est appliqué, il prend des notes. Puis il relève la tête. Une statistique par ci, une remarque par là.

Ces deux-là veulent changer la France. Nicolas Sarkozy essaye la "complicité" : « Nous sommes de la même génération... » M^{me} Royal se ferme. Elle n'est pas là pour faire des ronds de jambe. Quand il parle, elle est granitique. Bras croisés. Ne concédant rien. Ne lâchant rien. C'est sa principale qualité. C'est aussi son principal défaut. C'est le jugement de son compagnon.

Pourtant, au-delà des attitudes, ce sont bel et bien deux France qui s'affrontent. La droite et la gauche, même si Ségolène Royal s'autorise quelques dépassements de frontières en parlant d'encadrement militaire pour les mineurs délinquants, en parlant de progrès économiques et d'avancées sociales, en parlant de droits et de devoirs. Ils n'ont pas sorti de leurs notes d'atouts de dernières minutes. Ils avaient tout dit au cours de cinq mois de longue campagne. Ils ont campé sur leurs positions. Et les deux France se sont, peu à peu, dessinées, même si les deux prétendants à l'Élysée lui ont donné une base commune : plus de transparence, plus de justice, moins de fracture sociale.

Ségolène Royal pointe avec plus de "concrétude", les défaillances du système et donne des axes pour résoudre les inégalités, lui

jette au visage les postes supprimés (dans le domaine scolaire notamment). Il lui renvoie, les postes (de police) que les socialistes n'ont pas votés.

Nicolas Sarkozy met en relief plus sûrement, les contours de la France qu'il souhaite. Il le dit, dans tous les domaines, sans masque. Ses mots sont connus : action, travail, résultats...

Les oppositions les plus vives entre les deux candidats le sont tout autant : sur la façon d'assurer la sécurité, de réduire la dette, d'aider les entreprises, d'assurer l'avenir du paiement des retraites, de gérer l'école, de transmettre les biens... Sarkozy veut la France des propriétaires. Royal promet la France de l'égalité.

Elle veut frapper fort. Elle joue son va-tout. Sur le handicap elle marque des points... Elle accuse « d'immoralité politique ». Il laisse passer l'orage. Il lâche : « Pour être président de la République il faut être calme. » Elle réplique : « Il y a des colères saines. » Il l'accuse de perdre ses nerfs. « Je ne m'énervais pas, je suis en colère. »

Trop de tensions contenues. Elle explose. Sans dérapage. La prise de bec se conclut par un retour au calme. Ils en sourient même. C'est une autre génération.

FRANÇOIS ROSSO

ÉDITORIAL

Marc
Chevanche



Le costume et le niveau

Elle a le costume, il a le niveau. Si la fonction présidentielle se résumait à des tâches de représentation, nul doute que l'élégant tailleur bleu nuit de Ségolène Royal serait du meilleur effet. Mais comme il s'agit, non pas d'inaugurer les chrysanthèmes, mais d'exercer d'immenses responsabilités, on est en droit d'attendre des prétendants à la fonction qu'ils aient non seulement des opinions mais aussi des idées claires ou simplement organisées. Or, Ségolène Royal a d'emblée installé dans le débat un joyeux désordre. Arlette Chabot et Patrick Poivre d'Arvor avaient pourtant proposé un plan qui promettait un débat sérieux les questions et pour commencer, une question simple : quelle idée les candidats se font-ils de la fonction présidentielle ? Nous ne saurons jamais celle que s'en fait Ségolène Royal. En lieu et place, la candidate s'engagea dans une profession de foi

éparpillée et approximative dont le stress des commencements était sans doute la cause mais qui imprima à l'ensemble des échanges un tour de « coq à l'âne » permanent. Dans ces conditions, Nicolas Sarkozy n'a pu eu de peine à jouer les bons élèves même si cette bonne disposition a pu donner l'impression qu'il répondait autant aux questions de journalistes qu'à celles de son adversaire.

Plus globalement, Nicolas Sarkozy avait à se garder de deux lignes d'attaque : celle d'être un homme brutal et celle d'être un sortant. Des piques dans ce sens furent bien lancées mais les pointes en étaient émoussées. Finalement, malgré quelques échanges acides, ce sont des orientations politiques, parfois jusqu'au détail, qui s'affrontèrent. A l'exposé de ces orientations, Nicolas Sarkozy apporte une netteté et une fermeté dont Ségolène Royal apparaît dépourvue.

passionné la France

Sécurité, emploi, 35 heures... ironie et passe d'armes



Nucléaire : la double confusion des candidats

« Vous venez de dire une série d'erreurs. Cela peut arriver mais il faudra que vous révisiez un peu votre sujet », a ironisé Ségolène Royal au sujet de propos de Nicolas Sarkozy sur le nucléaire.

« Sur le nucléaire, vous êtes du côté de M. Chevènement ou du côté des Verts ? », a demandé le candidat UMP. « Savez-vous quelle est la part du nucléaire ? », a rétorqué la candidate socialiste.

« Nous avons la moitié de notre électricité qui est d'origine nucléaire », a répondu Nicolas Sarkozy. « Non, 17 % seulement », l'a contredit Ségolène Royal.

En suspendant le programme d'EPR, « vous suspendez les nouvelles centrales »

qui doivent remplacer les anciennes, a affirmé Nicolas Sarkozy. « L'EPR n'est pas une nouvelle centrale. Mais vous mélangez tout ». « C'est la quatrième génération. Nous venons de le vendre à la Finlande, madame », a déclaré le candidat de l'UMP. « C'est la troisième génération », l'a coupé Ségolène Royal.

De fait, l'EPR est bien la troisième génération des centrales nucléaires. Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy n'ont fourni ni l'un ni l'autre, lors de leur débat télévisé, les bons chiffres sur la part du nucléaire dans l'électricité, l'une parlant de 17 % et l'autre de 50 %, alors que le chiffre exact est de 78 %.

Voici les principaux points du débat :

• Quel (le) président(e) ?

– Nicolas Sarkozy sera « un président qui s'engagera sur des résultats » et « qui prend ses responsabilités ». « La République sera irréprochable », avec des nominations où l'opposition « aura son droit de veto ».

« Moi je voudrais être le président qui fasse que ce qui ne marche pas marche ».

– Ségolène Royal veut « sortir la France de la situation dans laquelle elle se trouve aujourd'hui ». « La morale politique demande que les responsables politiques rendent des comptes ».

« Je serai la présidente de ce qui marche sans oeillère en regardant tout ce qui peut fonctionner, et c'est comme ça je crois que je redébloquerai la machine économique ».

• Sécurité

– Ségolène Royal : « Si je suis élue demain présidente de la République, les agents publics seront protégés et en particulier les femmes. Elles seront accompagnées à leur domicile lorsqu'elles sortent tardivement des commissariats de police ».

– Nicolas Sarkozy : Il ne s'agit pas de mettre des « gardes du corps » mais de faire baisser la délinquance.

– Ségolène Royal : « Je veux être la présidente de la République qui va faire une France où l'agressivité et les violences reculent, qui va faire une France qui va gagner la bataille contre le chômage et contre la vie chère, qui va permettre que reculent les inégalités ».

• les 35 heures et le travail

– Nicolas Sarkozy : les 35 heures ont été « une catastrophe généralisée pour l'économie française » et elles « ont mis à bas l'hôpital public français ».

Il suggère de les garder « comme un minimum et de laisser les gens travailler pour gagner plus ».

– Ségolène Royal : « Si les partenaires sociaux ne se mettent pas d'accord, il n'y aura pas de généralisation des 35 heures ». La deuxième loi sur les 35 heures a été « trop rigide ». « Toute modification du code du travail se ferait après une négociation entre les partenaires sociaux ». « Laissez les gens libres, ne leur imposez pas de travailler plus pour gagner plus », il faut « un travail payé à sa juste valeur ».

• Croissance et dette

– Ségolène Royal : « Si la croissance est supérieure à 2,5 %, à la fois, je finance mon pacte présidentiel, j'ai donc relancé la croissance en mettant l'accent sur les PME. Et si il y a davantage de croissance, je prends l'engagement que tout ce qui sera au-dessus de 2,5 % de croissance sera consacré au remboursement de la dette ».

– Nicolas Sarkozy : « Il faut relancer la croissance ». « Le levier pour obtenir 1 % de croissance de plus, c'est respecter le travail, récompenser le travail, considérer et valoriser le travail ». « Le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi. Ce pouvoir d'achat qu'on va distribuer va relancer la croissance ».

TÉLÉVU
Par Dominique
Dabin

Trop lisse



On l'attendait incisif. Elle le fut.

Droite, regard acéré, mariant corsage blanc à col Mao et tailleur bleu marine catholique, elle a joué l'attaque en vestale glamour de l'école républicaine.

On l'attendait policée. Il le fut.

Ensemble bleu club, belle montre, il avançait servant du « Madame » à la louche, en bretteur madré. Visiblement, il avait du penser au ton du débat dès le matin en se rasant. « Souffrez », « permettez », « autorisez moi », penché sur ses notes, croisant son regard avec les deux arbitres de ce match à huis clos devant vingt millions d'auditeurs, Nicolas Sarkozy aura voulu jouer jusqu'au bout sur le terrain du zen démonstratif. Pas d'arrogance mais pas d'éclat.

Dans un décor moderne kitsch aux règles et à la lumière trop institutionnelles pour ces duellistes avides de décoiffer la politique, Ségolène Royal joua du « je » habité et sûr de lui. Picorant l'émotion dans la vie quotidienne pour nourrir ses certitudes. Hussarde jusque dans la silhouette. Il la laissa réciter, préférant le geste rond, le verbe matois, fuyant l'agressif. Tout juste un « vous n'avez pas besoin d'être méprisante pour être brillante » à 22 h 50 qui relança un débat jusque là très poli et trop lisse, sans grimace ni transpiration. Quelques piques sur l'incohérence ou l'immoralité de l'autre, un coup de colère de celui ou plutôt de celle que l'on n'attendait pas. Elle révoltée, lui bonhomme. Ce fut de bonne guerre. Est-ce que cela suffit pour faire un bon match ? Et que pour que ce débat pèse sur le résultat de dimanche ?



MATIGNON EN LIGNE DE MIRE

François Fillon tente de convaincre les indécis en affirmant que Nicolas Sarkozy est « le seul » à incarner « la rupture avec le passé » et « à proposer de rompre avec les tabous », face à l'« amateurisme institutionnel » d'une rivale socialiste dont les propositions ont un « caractère extrêmement flou ». « Je dis aux indécis : c'est plus qu'un choix d'alternance que vous ferez dimanche. C'est le choix d'une rupture avec un système politique qui a montré ses limites, parce qu'il a conduit l'un des pays les plus riches du monde à gâcher ses chances », lance le conseiller politique du candidat UMP.

François Fillon apparaît comme un candidat potentiel à Matignon.



Dominique Strauss-Kahn a affirmé hier que les propositions économiques de Ségolène Royal sont « crédibles et solides », ajoutant qu'il « se portait garant de la façon dont la politique économique pourra être conduite » en cas de victoire de la gauche. La politique économique que présente Ségolène Royal est « est innovante, elle est adaptée à la mondialisation et elle préparera mieux la France à l'avenir que la politique de Sarkozy », notamment parce que « Nicolas Sarkozy, cela va être le conflit ». DSK a fait valoir qu'entre 1997 et 2000, lorsqu'il était à Bercy, Bayrou n'avait pas émis de critiques à part sur les 35 heures. A gauche, il fait partie des premiers ministres.